

Je ne peux m'empêcher de réagir à ce décalage entre le temps politique et les opérations militaires en cours en lisant dans Libération du 4 octobre 2011 cette déclaration de François Hollande sur le départ de nos forces d'Afghanistan : « Je pense que, dès la fin de 2012, il faudrait avoir mis fin à notre présence en Afghanistan ».

Nous avons un candidat à la fonction de président de la République et de chef des armées qui annonce avant une élection éventuelle le départ total de nos forces d'Afghanistan.

Or, quelques points ne semblent pas avoir été pris en considération pour une telle décision.

Bien que les sondages montrent que les Français ne soutiennent pas la guerre en Afghanistan (quand on leur pose la question), y-a-t-il vraiment un débat en France et si oui n'est-il pas artificiel ? A ce titre, se référer sans doute à cette seule perception est-il suffisant pour envisager un retrait de nos forces ?

Le devoir de solidarité auprès de nos alliés est un principe qu'il me semble devoir être respecté pour assurer notre crédibilité et notre fiabilité dans un engagement militaire en coalition. Contribuer à l'opération militaire d'une coalition implique un engagement total y compris du niveau politique. Un retrait hâtif ne peut que fragiliser nos alliances.

Enfin, le sang versé par nos soldats ne doit pas l'avoir été pour rien. Une guerre dans laquelle nous sommes engagés ne peut aboutir à un simple retrait « en cours de route » sans que la mission n'ait été totalement terminée avec la reconnaissance d'un succès militaire qui est réel. L'oublier sera une cause de ressentiment et de défiance des militaires vis-à-vis du pouvoir politique sans remettre en cause bien entendu la prééminence de la décision politique.

Quitter l'Afghanistan, suite une simple déclaration électorale, serait un mauvais message à la fois à nos alliés, aux insurgés et à nos forces armées sur notre fiabilité, sur notre crédibilité et finalement sur la confiance à apporter à notre politique étrangère dans le long terme. Le calendrier électoral doit être dissocié de la conduite des opérations qui dépasse souvent aujourd'hui les mandats électoraux.

Chaque candidat devrait en être conscient. Un engagement militaire ne doit pas faire partie des questions électorales d'autant plus qu'il répond à une vision stratégique de nos intérêts et non à un intérêt vital qui appellerait une mobilisation complète de la Nation.